

INIDAA À BELEM : RÉSILIENCE CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, UN APPEL À L'INVESTISSEMENT VERT DANS LE DISTRICT AUTONOME DE LA COMOÉ.

18 Novembre 2025

#COP30
CLIMATE CHANGE
SUSTAINABLE



ÉTUDE DIAGNOSTIC

Ce vendredi 14 novembre, l'ONG **INIDAA** a organisé un side event à la **30^e Conférence des Parties (COP30)** à Belém, au Brésil. La présentation, assurée par le Directeur Général M. Aristide Goné, portait sur le thème : « **Résilience climatique et sécurité alimentaire : un appel à l'investissement vert dans le District Autonome de la Comoé** ».

Au cours de son intervention, notre directeur général a exposé les défis climatiques majeurs du district : hausse des températures **(+0,9°C)**, baisse des précipitations **(-2mm/an)**, déforestation rapide de **2 500 ha/an** et intensification des événements extrêmes. Ces changements fragilisent l'agriculture, affectent les rendements, aggravent l'insécurité alimentaire et limitent l'accès à l'eau potable pour une grande partie des populations. Ces résultats émanent d'une étude diagnostique territoriale du district autonome de la Comoé de **1961 à 2024** réalisée par INIDAA.

PLAN D'ACTION CLIMAT

Pour répondre aux problèmes identifiés, un **Plan d'Action Climat** a été mis en place. Il comprend les mesures suivantes :

- Reboiser 100 000 ha de forêts,
- Construire et Réhabiliter 7 barrages hydro-agricoles,
- Installation de 125 forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH),
- Installation de 10 mini centrales solaires.

Les impacts attendus sont significatifs :

- Création d'au moins 4 500 emplois,
- Hausse des revenus agricoles,
- Réduction des émissions de gaz carbonique CO₂ de -20000t,
- Amélioration durable des conditions de vie pour plus de 150 000 habitants.



A PROPOS DU SIDE EVENT

Ce side event a démontré l'expertise d'INIDAA dans la conception et la mise en œuvre de projets climatiques intégrés, pensés pour renforcer durablement la résilience des territoires. Il a également permis de lancer un appel fort à la mobilisation internationale dans le but de capter des fonds, soit 44 millions d'euros pour soutenir des solutions locales, durables et capables de préparer les communautés africaines aux défis croissants du changement climatique.

